

LES JEUX NE SONT PAS ENCORE FAITS

ALAIN DAUVERGNE
JUN 2009

ALAIN DAUVERGNE EST DIPLÔMÉ DU CENTRE DE FORMATION DES JOURNALISTES DE PARIS, IL A DÉBUTÉ COMME JOURNALISTE À L'AGENCE FRANCE PRESSE PUIS À *COMBAT*. IL A OCCUPÉ PAR LA SUITE PENDANT DE NOMBREUSES ANNÉES LE POSTE DE RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT DE *RTL*. SPÉCIALISTE DES QUESTIONS EUROPÉENNES, IL A ENSUITE ÉTÉ RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT DU MAGAZINE *LE POINT*.

POUR *NOTRE EUROPE* IL SUIT L'ACTUALITÉ INSTITUTIONNELLE.

Les résultats des élections européennes, au moins pour un moment encore, suscitent surtout des interrogations. Même ce qui paraît sûr ne l'est peut-être pas autant qu'on le dit – à commencer par la « fatalité abstentionniste » dont les scrutins européens seraient irrémédiablement frappés.

Il est malheureusement vrai que, depuis la première élection du Parlement au suffrage universel, en 1979, la participation des électeurs n'a cessé de baisser. Le 7 juin dernier, l'abstention a frisé le taux de 57% - 2,5 points de plus qu'en 2004... Mais il s'agit d'une moyenne européenne, qui recouvre évidemment bien des disparités : dans six Etats membres, le taux d'abstention est resté à peu près le même d'une élection à l'autre et, dans huit autres on a plus voté en 2009 qu'en 2004. Pas de quoi crier au miracle, sans doute, mais de quoi nuancer le catastrophisme ambiant.

Au chapitre des certitudes, outre le taux élevé des abstentions, figure la prédominance qu'exercera dans l'hémicycle la droite gouvernementale, autrement dit le groupe parlementaire du PPE. Le 7 juin les conservateurs – qu'ils soient chez eux au pouvoir ou dans l'opposition – sont arrivés en tête dans les deux tiers des Etats membres. Au lendemain de l'élection, on leur attribuait un capital de 263 élus. Ce qui leur promet une domination large puisque 263 élus, cela représente plus du tiers (35,7%) du parlement – et aussi parce que le groupe des socialistes (PSE), le deuxième par ordre d'importance décroissante, n'obtient que 161 députés (on peut cependant noter au passage que le poids relatif du groupe PPE va baisser : déjà première force politique du parlement sortant, avec 288 sièges sur un total de 785 députés il « pesait » alors 36,7% du total).

Mais, là encore, prudence ! Ces chiffres sont appelés à bouger d'ici le 14 juillet, lors de la première session du nouveau parlement car, pour l'instant, plus de quatre-vingt dix élus ont été « mis de côté » en quelque sorte, faute de savoir dans quel groupe ils décideront de se classer. On trouve là les conservateurs britanniques et d'autres eurosceptiques tels les tchèques de l'ODS, des élus d'extrême droite, d'autres nationalistes et/ou xénophobes. Et puis il y a, parmi ces « non encore classés » des parlementaires qui ne sont rien de tout cela mais qui hésitent encore sur le choix de leur future famille politique. Par conséquent, la composition de l'hémicycle telle qu'elle est dessinée aujourd'hui va nécessairement changer – et du même coup le poids spécifique de tel ou tel groupe par rapport aux autres.

Troisième donnée de fait, une poussée des forces anti-européennes (les Britanniques ont ainsi envoyé au parlement 13 représentants de l'Ukip, parti qui milite pour que la Grande-Bretagne quitte l'Union européenne) ou d'extrême droite (le Jobbik, nouveau parti hongrois par exemple) ou encore les deux à la fois (c'est notamment le cas aux Pays-Bas où le « parti de la liberté » enlève quatre sièges et, en Autriche où un parti « eurocritique » a trois élus et la droite très extrême du FPÖ, deux sièges).

L'arrivée de ces troupes eurosceptiques et d'extrême droite risque, selon les options qui seront choisies par les uns et les autres, d'accentuer la fragmentation de l'assemblée. Il y avait sept groupes politiques – plus les non inscrits – dans le parlement sortant, il y en aura peut-être davantage si se constituent le « groupe conservateur européen » que les tories britanniques projettent de former avec les tchèques de l'ODS et d'autres partenaires éventuels ainsi qu'un éventuel assemblage d'élus extrémistes auxquels les conservateurs anglais n'auront pas voulu s'associer.

De cette évolution devraient résulter au moins trois conséquences.

D'une part le PPE, « libéré » des conservateurs eurosceptiques britanniques, va pouvoir opérer un retour au moins partiel à ses origines eurofédéralistes. Mais si, même débarrassé de ce boulet, il ne le fait pas, c'est qu'il a vraiment abandonné son projet ... et perdu un peu de son âme.

Le jeu des alliances devrait devenir(encore) plus ouvert et plus sophistiqué qu'au cours de la législature finissante. On en aura un avant-goût lors de la nomination du président de la Commission : le portugais Barroso, candidat à sa propre succession, sera très probablement reconduit par les chefs d'Etat et de gouvernement. Mais il n'est pas certain que le parlement donne son aval à cette nomination. Le PPE (qui soutient Barroso) s'emploie déjà à trouver assez d'alliés pour former une majorité et emporter la décision. Ce sera une première et précieuse indication.

Enfin, les membres de la Commission étant désignés par les gouvernements – qui sont majoritairement de centre droit – il faut s'attendre à ce que le futur collègue bruxellois ait une coloration de droite. On se trouvera donc dans une configuration dans laquelle les trois institutions – le parlement, le Conseil et la Commission – auront la même orientation politique. Si – surtout en ces temps de crise économique et sociale – il en résulte une pratique du pouvoir excessive ou maladroite, en somme trop peu attentive aux difficultés de la « vraie vie », la tentation abstentionniste des citoyens, voire l'hostilité à « Bruxelles » ne feront que croître.